

SYRIE, LIBYE, SAHARA OCCIDENTAL...

Messahel s'explique

La finalité des récents déplacements de M. Messahel à Tripoli puis à Damas est connue. L'Algérie cherche manifestement à exporter la politique de réconciliation nationale hors de ses frontières et la soumettre comme préalable inévitable à toute résolution de conflits internes dans les pays en proie à ce genre de crise.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - M. Messahel est intervenu hier dans une émission spéciale organisée par la Chaîne 3 et consacrée aux récents développements en matière de politique internationale.

Des questions essentiellement liées à l'actualité ont été passées en revue, parfois prudemment, comme ce fut le cas pour le dossier du Sahara occidental.

Interrogé au sujet de la dernière résolution adoptée par le Conseil de sécurité, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe s'est contenté de rappeler la position constante de l'Algérie, membre observateur au même titre que la Mauritanie, dans le processus de règlement de ce conflit. Il a renvoyé les journalistes au communiqué publié samedi par le ministère des Affaires étrangères et dans lequel l'Algérie s'est félicitée de la décision du Conseil de sécurité de renouveler le mandat de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental) et d'exiger le retour de ses membres chassés par les Marocains.

L'adoption de cette résolution, doit-on le rappeler, avait provoqué un véritable bras de fer entre

partisans de l'autodétermination des Sahraouis et les pays soutenant le Maroc avant d'être adoptée dans des termes moins forts que ceux qu'avaient tenté d'imposer les Américains sous la pression de la France et de ses alliés.

Le ministre des Affaires africaines s'est, par contre, montré beaucoup plus prolixe lorsqu'il s'est agi d'évoquer son récent déplacement à Tripoli. «La sécurité du voisinage, c'est la sécurité de l'Algérie», dit-il en rappelant tous les efforts consentis par la diplomatie algérienne afin d'aboutir à une solution politique.

M. Messahel a tenu d'abord à répondre «à certains partis de l'opposition qui disent que nous sommes trompés» en disant qu'ils sont victimes d'une méconnaissance du dossier ou de «mauvais conseils». Il rappelle la position algérienne contre l'intervention armée en 2012 en Libye et ses répercussions sur la région. «Un haut responsable occidental m'a dit récemment que nous avons eu raison. J'ai répondu, nous avons raison mais vous ne nous avez pas écoutés (...) Nous avons eu comme conséquence le Mali, la recrudescence du terrorisme, l'intensification des ramifications entre le terrorisme et le crime organisé. Nous avons eu

Tiguentourine, les attentats en Tunisie et même l'Égypte se trouve aujourd'hui menacée.» Il révèle ensuite les détails de son voyage à Tripoli.

Un voyage, dit-il, durant lequel le ministre n'a bénéficié d'aucune protection spéciale et durant lequel il a procédé à la réouverture de l'ambassade d'Algérie fermée depuis quatre ans suite à l'attentat qui l'avait ciblé. Le bâtiment doit être retapé, poursuit-il, avant d'enchaîner avec son déjeuner dans un restaurant libyen puis sa rencontre avec la population. L'Algérie maintient, dit-il, sa position en faveur d'un règlement politique qui passerait par une réconciliation nationale.

Tout comme en Syrie où «nous sommes allés pour exposer l'expérience de la réconciliation nationale. Nous voulons partager notre propre expérience», poursuit-il en signalant qu'il avait constaté que «des comités syriens réfléchissaient actuellement à l'option de la réconciliation nationale. Ils sont en possession de tous les textes et documents algériens, y compris la loi sur la rahma».

La Libye comme la Syrie sont des pays qui ont soutenu l'Algérie durant la guerre d'indépendance, notre position actuelle est une sorte de retour d'ascenseur et notre message est qu'il n'y a pas d'autre alternative que la réconciliation nationale, «une expérience algérienne», ajoute-t-il. Selon lui, la position algérienne à l'égard de ce pays ne va pas à l'encontre de



Photo : Samir Sid

Abdelkader Messahel.

ses principes, «comme le soutiennent certains. Je demande à ces personnes : condamnez-vous le terrorisme et êtes-vous pour la réconciliation ? Aucun Syrien n'a cependant perçu cette visite d'un mauvais côté et cela compte énormément».

Le ministre des Affaires africaines a été également interrogé au sujet du tweet de la photo du Président Bouteflika par le Premier ministre français, un acte qu'il condamne et qu'il qualifie d'inacceptable comme «toute atteinte aux symboles de l'Etat et aux institutions». De la même manière, il a été invité à s'exprimer au sujet des relations entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite qu'il qualifie, contre toute attente, d'excellentes. M. Messahel tente cependant d'ap-

profondir le sujet. Il révèle une question qui lui a été posée à Damas par un journaliste : «Il m'a demandé si l'Algérie savait qu'elle était visée par un complot fomenté par l'Arabie Saoudite et les Américains et que notre pays allait vivre à son tour des événements à la syrienne». «A cette question, poursuit-il, j'ai répondu, nous avons des relations excellentes avec l'Arabie Saoudite et les Américains (...) l'Algérie n'a pas d'ennemis, nous ne sommes pas inscrits dans des jeux de concurrence ou des plans géo-stratégiques. Ce qui nous intéresse, c'est notre situation interne. Nous avons un Président plein de sagesse qui sait nous guider, nous n'avons peur de rien».

A. C.

ADOPTION DE LA RÉOLUTION AUTOUR DU SAHARA OCCIDENTAL

Le rôle néfaste de la France

La résolution finale du Conseil de sécurité reste bien en deça des attentes et des progrès espérés pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. La première mouture du texte établie sur proposition américaine a été torpillée par la France, soutien inconditionnel du Maroc même si ce dernier a été mis dans une position bien délicate et difficile à dépasser par les injonctions onusiennes.

L'affaire a, en tous les cas, généré des dissensions profondes au sein du Conseil de sécurité qui s'est partagé de manière inédite ce vendredi, jour du vote de la fameuse résolution. Il y avait d'un côté le groupe des amis du Sahara occidental : la Russie, la Nouvelle-Zélande, l'Angola, le Venezuela et l'Uruguay qui se battent pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Et de l'autre, la France, l'Espagne et le Sénégal, engagés du côté marocain. Ces trois pays ont œuvré avec acharnement pour amoindrir le caractère urgent de la proposition américaine qui enjoignait le Maroc d'accepter le retour de la Minurso (Mission des Nations-Unies pour le référendum au Sahara occidental) dans les soixante jours, faute de quoi il serait passible de sanctions. La fermeté du ton a déchaîné le groupe qui soutient le Maroc. Aidée du Sénégal et de l'Espagne, la France agit alors pour ôter le caractère



Photo : DR

Les Américains ordonnent l'ouverture du bureau de la Minurso au Sahara occidental.

urgent de la résolution. Le Conseil de sécurité est complètement partagé. Le vote qui devait se dérouler jeudi est reporté au lendemain car les représentants des pays comme la Russie, le Venezuela et l'Uruguay veulent en référer à leur gouvernement avant toute décision. L'Angola, la Nouvelle-Zélande et la Russie s'abstiendront cependant durant le suffrage.

L'Uruguay et la Nouvelle-Zélande votent contre la résolution et mentionnent le caractère «néfaste» de la France dans l'affaire et la résolution du conflit. Les Russes critiquent de leur côté l'attitude marocaine. La délégation russe citée sur le site officiel des Nations-Unies a même déclaré que le texte présentait une «fai-

blesse majeure», au paragraphe 9 du préambule, où il est dit que «des efforts sérieux et crédibles» ont été «faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement». Toute personne qui connaît la situation sait que cette formule n'est «pas d'actualité», a tranché le représentant.

La résolution présentée par les États-Unis et adoptée par le Conseil de sécurité prolonge quant à elle le mandat de la Minurso jusqu'au 30 avril 2017. Selon l'ambassadrice américaine aux Nations-Unies, Samantha Power, le renouvellement du mandat de la Minurso a été «un défi litigieux. C'est un euphémisme que de le dire». La résolution «réaffirme» également les résolutions précédentes axées

sur le principe de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Sahara occidental.

Il faut savoir que l'ambassadeur de France aux Nations-Unies, François Delattre, s'est félicité de la nouvelle mouture du texte en qualifiant la résolution d'«équilibrée». De son côté, l'Algérie estime que cette résolution «s'inscrit globalement dans la cohérence des doctrines de l'Organisation universelle en matière de décolonisation et en ce qui concerne ses opérations de maintien de la paix». L'Algérie «accueille en particulier avec satisfaction la décision du Conseil de sécurité de reconduire le mandat de la Minurso pour une période d'une année et de reconnaître l'urgente nécessité pour cette mission d'être rétablie dans la plénitude de ses fonctions» et se dit satisfaite de «la ferme et opportune réaffirmation du soutien» du Conseil de sécurité et de la communauté internationale au secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon, ainsi qu'à son envoyé personnel Christopher Ross et à sa représentante spéciale, chef de la Minurso, Kim Bolduc. Enfin Alger espère que «des mesures seront rapidement prises afin de permettre à la Minurso d'accomplir pleinement ses fonctions dont le couronnement réside dans l'organisation au Sahara occidental d'un référendum d'autodétermination libre et sans contrainte administrative ou militaire».

A. C.